

Évaluation - suivi des sessions de formation Cari-Arfa à la ferme expérimentale de Natiaboani – Burkina Faso.

L'AGROECOLOGIE : UN OUTIL DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

I. Contexte et enjeux de la formation

A. La désertification, un défi au développement du Sahel

1. Une catastrophe écologique et humaine

La désertification, définie par la Convention des Nations Unie Contre la Désertification (UNCCD) comme « la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches » est l'une des problématiques majeures concernant l'Afrique sub-saharienne, avec des implications directes sur l'agriculture des pays touchés, et par voie de conséquence des effets dévastateurs sur leurs possibilités de développement. Au Burkina Faso, par exemple, 90% de la population active tire son revenu et sa nourriture de l'agriculture, laquelle dégage 30% du PIB national, principalement grâce à la culture du coton. Dans ce contexte, la baisse des rendements induite par la désertification constitue un manque à gagner permanent pour l'économie, et aggrave l'insécurité alimentaire. Ce dernier point étant particulièrement critique lorsqu'on considère que la majorité des Burkinabè dépense plus de la moitié de son budget dans l'achat de denrées alimentaires, très souvent importées, et est donc tout à fait vulnérable face aux fluctuations du marché international (comme on l'a vu au printemps dernier). A long terme, les conséquences de la désertification sont tragiques, la raréfaction des ressources entraînant une exacerbation des rivalités ethniques et religieuses pour la redistribution de celles-ci.

L'action de l'homme paraît déterminante dans le processus de désertification, qui se perpétue et s'aggrave de manière cyclique : lorsque le fragile équilibre écologique de la zone sahélienne est rompu par une augmentation excessive de la charge agro-pastorale, le couvert végétal se dégrade et ne remplit plus sa fonction de structuration et de stabilisation du sol. Il en résulte une sensibilité accrue à l'érosion éolienne et hydrique, menant irrémédiablement à la perte des terres cultivables. Par ailleurs, la végétation jouant un rôle primordial dans la rétention de l'eau dans les sols et sa restitution dans l'atmosphère, la désertification conduit à un assèchement du climat qui, par effet de retour, freine la croissance de l'ensemble de la flore et entérine de ce fait la perte du potentiel biologique de la zone. De manière générale, la tendance est alarmante : 74% des terres d'Afriques sont touchées par la désertification qui gagne du terrain tous les ans, ce que l'on peut corréliser avec l'importante croissance démographique des pays concernés (environ 3% au Burkina Faso en 2007). L'aggravation des épisodes de sécheresse (depuis les années 1970, la pluviométrie annuelle a baissé en moyenne de 30% dans le Sahel) et l'irrégularité des précipitations résiduelles en témoignent en même temps qu'elles y contribuent.

2. Le Burkina Faso : un pays de transition, laboratoire de la désertification

Le territoire du Burkina Faso est en majeure partie une pénéplaine constituée de plateaux latéritiques et de bas-fonds. Il reçoit entre 600 et 900 mm de pluies annuelles, concentrées entre les mois de juin et de septembre (climat de type soudano-sahélien). Le reste de l'année est notamment marquée par une saison sèche, l'Harmattan (vent du nord descendant du

Sahara) commençant à souffler au mois de décembre. Au nord, on rencontre une zone plus aride, sahélienne (350 à 600 mm annuels) et sableuse ; au sud se trouve une région plus montagneuse et plus humide, où la pluviométrie peut atteindre 1000 mm annuels (zone soudano-guinéenne) dans la région de Bobo-Dioulasso. Ces variations se traduisent par un gradient sud-nord de dégradation croissante des sols. Le bassin du Mouhoun (seul cours d'eau permanent) à l'ouest, est toutefois moins durement touché que l'est pour une même latitude.

Différentes formes et stades de désertification coexistent dans le pays, et permettent de lire le processus directement dans le paysage : Les terres agricoles surexploitées s'éclaircissent (signe d'appauvrissement en matière organique) et se tassent en perdant de leur structure (elles deviennent friables). Les zones soumises au surpâturage présentent généralement des surfaces stériles plus ou moins larges laissant à l'air libre soit une arène latéritique soit directement le socle rocheux sous-jacent, dénudé par l'érosion. A proximité des cours d'eau ou sur le trajet des eaux de ruissellement, on assiste à un effondrement des berges, dessinant de mini canyons de hauteur variable, de l'ordre du mètre le plus souvent, ce qui correspond visiblement à la phase meuble (et potentiellement fertile) du sol. La responsabilité humaine apparaît clairement, et même spectaculairement lorsqu'on regarde les images satellites des réserves du sud-est (du Singou, de l'Arli et de Pama) qui dessinent de larges zones préservées au milieu des étendues dégradées. On peut constater par ailleurs que les surfaces les mieux couvertes (en général par des massifs d'acacias) présentent un sol de qualité nettement supérieure.

B. L'agroécologie comme remède à la désertification

La résistance d'un sol à la désertification est fonction de nombreux paramètres, notamment sa structure et sa composition, qui conditionnent son potentiel biologique, et son exposition aux vents et aux ruissellements. Or, ces paramètres dépendent eux-mêmes étroitement de l'action de l'homme sur son territoire. Si l'agriculture peut avoir un impact négatif, elle peut également avoir une action curative sur les sols dégradés, selon les pratiques culturales en usage. Tout dépend de la prise en compte des cycles biologiques et des dynamiques naturelles des écosystèmes cultivés, que l'approche agroécologique propose d'aborder de manière intégrale.

1. Une vision écologique des systèmes cultivés

Par définition, un champ est une perturbation écologique majeure : en réduisant drastiquement la compétition sur une niche, on crée les conditions nécessaires pour que l'espèce désirée atteigne sa capacité biotique, ce qui se traduit par une production optimale de biomasse. Ce principe a été poussé à son comble par la « révolution verte » occidentale, tous les « progrès » visant à améliorer l'efficacité de la perturbation et la compétitivité des cultivars. Ainsi, la motorisation a permis l'augmentation des surfaces cultivées en openfields, la chimie a permis l'éradication de toutes les « mauvaises herbes », de tous les insectes et champignons « nuisibles », etc., et l'épuisement des ressources induit par la répétition de ce système est compensé par l'apport d'engrais chimiques (azote, phosphore et potassium sous forme minérale, soluble).

Cette approche méprise toutefois l'importance de la vie du sol pour la restructuration et la régénération de celui-ci. En effet, une étendue végétalisée naturelle est un écosystème complexe dans lequel la production et la consommation des ressources se compensent de manière équilibrée, chaque espèce prenant sa place en fonction de l'espace et des opportunités que lui laissent les autres. Ainsi, les strates herbacée, souterraine et intermédiaire sont interdépendantes : les plantes alimentant la pédofaune par leurs déchets, la pédofaune alimentant les plantes en dégradant ces déchets qui sont restitués sous une forme assimilable. La structure et la composition du sol est à la fois la résultante et la condition

de cette activité biologique (présence d'humus, de nutriments, de micro-galeries permettant l'infiltration et la rétention de l'eau).

2. L'action agroécologique en zone aride

Une production agricole, pour être durable, doit donc prendre en compte ces cycles pour maintenir la fertilité des terres. Étant donné le prélèvement effectué lors de la récolte, la perte de matière organique est compensée par l'apport régulier de compost dans la phase supérieure du sol, en tâchant d'établir un rapport azote/carbone égal à 1/10. Cet apport permet à la pédofaune de maintenir son activité structurante, et permet la libération progressive des éléments nutritifs qui seront mobilisés par les plantes cultivées. Dans un contexte sahélien, il est difficile de maintenir un couvert végétal permanent. Les effets de l'eau et du vent doivent donc être atténués par des ouvrages mécaniques antiérosifs, qui peuvent être de nature végétale (haies vives, reboisement, bandes enherbées) ou (partiellement) minérale (terrasses, demi-lunes, cordons pierreux végétalisés). De manière générale, tous les éléments de la ferme doivent être pensés en termes de cycle, et optimisés pour qu'une synergie s'établisse entre ces cycles et l'activité humaine.

C. Renforcer les acteurs pour un développement intégré du territoire

1. Une approche transversale des problématiques

La lutte contre la désertification se situe donc au carrefour d'enjeux économiques, sociaux et environnementaux, qu'il faut aborder en bloc pour mettre en place une dynamique de développement durable et partagé : la restauration des sols passe nécessairement par l'amélioration des pratiques agricoles, et donc par la formation des agriculteurs. Mais pour qu'une activité se maintienne et diffuse, il faut qu'elle soit rentable. Dès lors, il devient indispensable de s'intéresser au devenir de la production, donc à la création de valeur ajoutée par la transformation et la certification des produits, puis à son écoulement sur le marché à travers des réseaux de distribution efficaces et rémunérateurs. Enfin, il est important que les actions engagées s'autonomisent par la prise de responsabilité des acteurs, ce qui implique que ceux-ci doivent être formés pour arriver à la maîtrise de leur avenir.

C'est sur cette base de réflexion que le Cari (Centre d'Actions et de Réalisations Internationales) et le GTD (Groupe de Travail sur la Désertification), en collaboration avec l'ONG Arfa (Association pour la Recherche et la Formation en Agroécologie), ont organisé deux sessions de formation les 28, 29 et 30 novembre puis les 3, 4 et 5 décembre 2007 à la ferme expérimentale de Natiaboani de l'ONG Arfa, à 45 Km au Sud de Fada N'Gourma. L'objectif était de rassembler un certain nombre de structures menant une action sociale, économique ou environnementale importante dans le milieu rural, au niveau national ou infranational, et de mener avec elle une réflexion sur l'action agroécologique illustrée par des ateliers pratiques pouvant être valorisés sur le terrain. 53 Structures ont donc été touchées, pour la plupart issues de milieux paysans burkinabè, mais comprenant aussi un certain nombre d'ONG de compétences plus diverses, intervenant hors du territoire national. Une association de producteurs béninois, et une ONG nigérienne étaient également présentes.

2. Contenu des ateliers

Chaque session a duré trois jours complets, divisés en deux périodes d'un jour et demi, proposant dans un premier temps une information/sensibilisation/réflexion sur la lutte contre la désertification et l'agroécologie, et sur les techniques-phares pouvant être mises en œuvre dans le cadre d'une production agricole durable. En particulier deux ateliers de réflexion collective ont été proposés à tous les participants, l'un décrivant les avantages et inconvénients de l'agroécologie face aux autres systèmes de production, et l'autre une analyse comparative des systèmes de production passés et présents existant au Burkina. Une visite de

la ferme a ensuite permis d'illustrer les résultats (spectaculaires) pouvant être obtenus par l'adoption de techniques agroécologiques appropriées.

Dans un deuxième temps, trois ateliers pratiques ont été proposés aux participants, dans le but de leur enseigner :

- La technique du compostage en tas, plus facile à réaliser que les fosses fumières couramment utilisées, permettant une accélération de la maturation du compost et une amélioration de la composition de celui-ci par la maîtrise des intrants organiques
- La réalisation de cordons pierreux suivant les lignes de niveau dans les surfaces cultivées, destinées à bloquer la perte de l'humus due au ruissellement des eaux pluviales
- Des techniques de greffage et de multiplication de plants pour leur permettre de créer leurs propres pépinières de reboisement, de verger, de construction de haies vives, etc.

Les organisateurs ont pris soin de respecter un principe d'égalité dans chaque aspect du séjour, les participants étant accueillis de la même manière sans tenir compte de leur niveau et statut social, et hébergés dans les mêmes conditions, dans un esprit solidaire (soirée conte autour du feu).

II. Retours et perspectives des différents participants

A. Association pour la Recherche et la Formation en Agroécologie (Arfa - ONG) et groupements d'agriculteurs Neerbuli (région de l'Est)

Bien que l'association soit organisatrice des ateliers de formation, certains membres de l'Arfa étaient également présents en tant qu'animateurs de terrain en contact direct avec les agriculteurs du réseau Neerbuli. Ceux-ci étaient également représentés. Leur présence se justifiait donc comme acteurs directs de la LCD sur le terrain, soit par leurs activités en tant que producteurs, soit par leur capacité à diffuser les techniques présentées à un public forcément restreint.

1. Participants ayant suivi les ateliers de formation :

a) Producteurs de l'union Neerbuli : Benjamin TANKOANO (président), Angélique SANDWIDI, Yolande OUALI, Dararkoum LAMOUSSA.

Le réseau Neerbuli produit notamment les filières suivantes : sésame, bissap, maïs, sorgho, mil, chou, tomate, oignon, haricot (feuilles), aubergines, manioc, oseille, gombo. Certaines de ces filières sont certifiées bio par Ecocert. Le réseau est composé de 1800 producteurs, répartis dans 40 villages de brousse. L'union Neerbuli alimente en matière première une certaine activité de transformation : confection de galettes de sésame, séchage de fruits, pression de fruits de neemier (l'huile de neem est utilisée pour la confection de savons et d'insecticides naturels). Ces activités sont principalement le fait de groupements féminins localisés à Fada, en partenariat avec l'association Tin-Tua. Arfa fournit un appui pour la certification et la commercialisation de l'ensemble de ces productions.

b) Animatrices Arfa : Denise Soanguimpali OUALI, Claudine SONGZABRE, Dianda HABIBOU, Maimouna LANKOANDE.

Elles représentent Arfa auprès des agriculteurs du réseau Neerbuli, et sont donc chargées de leur fournir l'appui technique et les formations mises au point par Arfa. Dans le contexte qui nous préoccupe, elles ont donc servi de courroie de transmission en reprenant les éléments des ateliers de Natiaboani, et en en assurant la diffusion auprès des producteurs, avec une activité de suivi régulière.

2. Avis et retours sur les ateliers de formation

De manière générale l'avis est plutôt favorable : les techniques proposées ont été efficacement relayées sur le terrain, que ce soit au niveau de l'équipe d'animateurs de l'Arfa ou au niveau des producteurs. En effet, toute innovation semble faire « tache d'huile » en jouant son rôle d'exemple au sein des villages d'agriculteurs. La solidarité paysanne y est pour beaucoup.

Des regrets ont cependant été formulés par rapport à ce type de formation. Les travaux pratiques étant condensés en l'espace d'une journée et demi, la couverture des besoins de participants a été jugée insuffisante. Par ailleurs, la première partie de l'atelier (notamment la réflexion sur les approches différentes de l'agroécologie) aurait été remplacée avec bonheur par une formation plus scientifique sur les besoins d'une plante et son développement, afin de donner aux participants la compréhension réelle de l'intérêt de techniques apprises par cœur (ce qui ne laisse aucune place à la réflexion ni à l'innovation au niveau individuel).

a) Compostage en tas :

La technique a été reçue comme un net progrès par rapport à la technique des fosses fumières utilisées précédemment. Le compost obtenu est de meilleure qualité, plus rapidement disponible, et le travail moins éprouvant. Les femmes, en particulier, sont en mesure de réaliser les travaux par elles-mêmes. Toutefois, des limites sont constatées :

- D'une part, un manque de matière organique azotée, du fait d'une récupération insuffisante de déjections animales. Cet écueil, pour être évité, nécessiterait un renforcement des activités d'élevage dans les zones de production agricoles, une meilleure organisation de la collecte et de la distribution de fumier, ou l'adaptation de la technique (par exemple en récupérant les excréments d'origine humaine). L'apport en matériaux carbonés est également problématique en saison pluvieuse.
- D'autre part, un manque d'eau disponible pour l'arrosage régulier des tas. Face à cette situation, la seule solution envisageable consiste à mettre en place des ouvrages de récupération et de stockage des eaux. La construction d'impluviums (citernes vouées à récupérer les eaux pluviales tombant sur les toits) financés par Helvétas (organisme de coopération suisse) a donné des résultats mitigés : du fait de l'éloignement des foyers équipés par rapport aux tas de compost, les eaux récupérées étaient surtout utilisées pour la boisson. En revanche, la création de boulis (étangs artificiels, également utilisés pour l'irrigation des cultures) lorsqu'elle est financièrement et géographiquement possible, donne d'excellents résultats.

Du fait de l'ensemble de ces limites, la réalisation des tas de compost se trouve cantonnée au niveau des zones de maraîchage, moins spacieuses, donc moins gourmandes, et clôturées, ce qui évite les dommages provoqués par la divagation des animaux domestiques. Ailleurs, on observe le plus souvent un retour aux fosses fumières, voire l'abandon de toute technique de valorisation des matières organiques.

b) Lutte anti-érosive :

La technique des cordons pierreux ne représentait pas une réelle innovation pour les producteurs, puisqu'elle était déjà en usage. Pourtant, de l'avis de tous, la réactualisation de ce savoir était nécessaire, ne serait-ce que pour en rappeler l'importance. On constate toutefois des difficultés à la généralisation de cette technique sur le terrain : l'achat et l'acheminement des moellons nécessaires, engendrant parfois des déplacements sur plusieurs kilomètres pose un problème pratique et financier aux producteurs. Une alternative est proposée avec l'enherbement des cordons et la réutilisation des moellons ayant servi à leur édification. Mais là encore c'est la disponibilité de l'andropomon (herbacée utilisée à cet effet) qui pose problème lorsqu'il n'est pas naturellement présent sur le site.

c) Multiplication de plants :

Là encore, pas de réelle innovation, des mini-pépinières étaient déjà réalisées, en particulier sur les sites maraîchers. On y produit généralement du jatropha, utilisé pour restaurer le couvert végétal (la production d'agro-carburants n'étant pas encore une priorité pour les acteurs rencontrés). Toutes les techniques présentées étaient donc déjà en usage, même si la greffe est encore majoritairement mal maîtrisée, et nécessite en général un matériel spécifique onéreux, donc absent de l'outillage courant des pépiniéristes. La formation a cependant été perçue comme insuffisante, balayant trop rapidement les questions concernant l'entretien des jeunes plants, cibles récurrentes des ravageurs.

3. Impression générale sur la structure et ses activités

Sujette à certaines mauvaises habitudes très courantes au Burkina Faso (forte dépendance financière, copinage institutionnel et administratif, gestion autocratique de l'association par le directeur), l'efficacité de la structure pourrait sans doute être améliorée. L'Arfa reste néanmoins un interlocuteur privilégié à la pointe de l'expérimentation en agroécologie, capable de valoriser et de diffuser son expertise avec efficacité.

B. Chambre régionale d'agriculture de Fada n'Gourma (région de l'Est)

1. Présentation de la structure

En relation avec les directions régionales de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques (DRAHRH, avant-derniers maillons de la chaîne de décentralisation du ministère éponyme), les chambres régionales d'agriculture (CRA) sont indépendantes de l'Etat, qui les soutient néanmoins financièrement. Elles ont un double rôle de représentation et de concertation au niveau de l'ensemble du secteur agricole (productions végétale, animale, forestière et halieutique, 4 représentants élus par village). Elles ont pour mission d'informer et de former les producteurs d'un point de vue technique et commercial, et la capacité de rechercher des financements pour soutenir les projets qui lui parviennent, dans le cadre fixé par le programme d'appui au développement de l'agriculture au BF (PADAB)¹.

2. Retour sur la formation de Natiaboani

La CRA de Fada était représentée par son secrétaire général, Jean-Paul THOMBIANO, qui s'est déclaré ravi de la manière dont s'est passée la formation, trouvant l'ambiance conviviale et chaleureuse, et approuvant le mélange de théorie et de pratique réalisé. Il regrette toutefois de ne pas avoir pu assister à l'ensemble de la manifestation. Il suggère au Cari et à Arfa de réitérer l'expérience, en organisant un atelier similaire à destination des élus de la CRA, afin que l'enseignement puisse redescendre au niveau des villages, de manière efficace. Bien sûr ce projet reste soumis à l'acquisition des fonds nécessaires. Si le Cari pouvait s'en charger...

3. Impression générale sur la structure et ses activités

Bien que la teneur de sa mission en fasse un interlocuteur obligé de toutes les initiatives de développement agricole au niveau régional, on peut s'interroger sur la réelle efficacité des CRA, du moins en ce qui concerne leurs capacités de formation et d'investissement. La seule action concrète qui m'ait été rapportée par mes interlocuteurs concernait l'organisation d'une journée de rencontres paysannes à Fada...

¹ Le PADAB, coordonné au niveau régional par la DRAHRH est une stratégie de promotion de filières porteuses. Identifiées par un comité directeur présidé par le secrétaire général du ministère (de l'agriculture etc.), elles comprennent certaines composantes biologiques (en particulier le sésame dans la région de l'est) mais également le coton OGM (Monsanto Bt, premiers essais par l'INERA en 2003).

C. Association Nationale pour l'Éducation et la Réinsertion Sociale des Enfants de la Rue (ANERSER) (Ouagadougou, Saponé)

1. Présentation de l'association

Cette association, créée en 1992 et basée à Ouagadougou a pour but premier la réinsertion sociale de jeunes récupérés dans la rue, souvent orphelins. Outre la satisfaction des besoins essentiels de ceux-ci (hébergement, nourriture, etc.) la structure organise également un certain nombre d'activités éducatives ayant vocation à faire reprendre confiance aux enfants, avant leur prise en charge dans une famille d'accueil, ou leur autonomie dans une activité rémunératrice, souvent liée au secteur agricole. Le suivi est long, les résultats sont bons.

Depuis 1995, le centre de Saponé, à une heure au Sud de Ouagadougou, sert de base à une dizaine d'entre eux, dans laquelle ils produisent sur 4 hectares du mil, du maïs, du gombo, de l'oignon, et de la courgette. Un petit élevage de chèvres et de moutons y est également mené, un élevage de lapins est en projet. A titre anecdotique, on peut également citer la cueillette de karité et de weda. La production du centre est consommée sur place, l'excédent étant vendu sur le marché local, ce qui permet la quasi autonomie de l'exploitation, bien qu'il reste difficile d'y envisager des investissements importants. On peut quand même remarquer que sur les 7 puits que compte la propriété, un seul (le plus profond, 20 m) a été financé par un bailleur exogène (ambassade de France).

2. Mise en œuvre des enseignements de Natiaboani

Concernant la formation de Natiaboani, à laquelle Joseph BAMOGO a participé, seule la technique de compostage a été reprise : dès le retour de Fada, 6 tas ont été mis en place, grâce à la collecte de matériel végétal et animal sur le site, mais également grâce à la participation des exploitations voisines. Certains de ces tas ont été réalisés dans d'anciens bassins de collecte des eaux pluviales, inutilisés auparavant). Ce recyclage des structures en place (aménagées en trois parties dont une maintenue vide afin de permettre le retournement) a permis de garantir la protection du compost face au vent et aux animaux errants. La technique, hybride entre la fosse fumière et le tas véritable, sera améliorée l'an prochain par la création de trous d'aération latéraux.

Quelle que soit la méthode employée, le compost réalisé cette année était de bonne qualité. Utilisé sur la majeure partie de l'exploitation (la priorité a été donnée au maraîchage), la fertilisation des terres est évidente. Les surfaces traitées donnent de meilleurs rendements, la terre est plus sombre (indicateur de richesse en matière organique), d'une compacité adéquate (bien qu'encore légèrement sableuse), et semble bien retenir l'eau. La surface du sol est exempte de crevasses.

De manière générale, on peut considérer que l'ensemble de l'exploitation est plutôt bien pensé en termes de gestion des eaux pluviales (certaines étendues herbeuses étant ménagées pour ralentir les écoulements destructeurs), bien que perfectible (un système de drainage aurait pu être réalisé pour économiser l'espace, mais cela n'a pas pu être fait cette année). Le terrain étant très plat, les cordons pierreux n'ont pas été jugés nécessaires. Les techniques de multiplication de plants ne répondant pas à un besoin immédiat, elles ont été réservées pour plus tard.

3. Perspectives...

Le site de Saponé est voué à évoluer sur sa lancée. Les techniques seront perfectionnées, et leur diffusion au voisinage améliorée (il sera plus facile d'anticiper sur l'année complète la création de tas de compost pour les exploitations voisines).

Un nouveau site de ce type doit ouvrir prochainement, à Trargho. L'acquisition d'un terrain de 10 hectares a été conclue en 2005, et devrait accueillir à terme une vingtaine de

personnes. Certains préalables au lancement du projet ne sont toutefois pas encore remplis : actuellement, seules deux bâtisses (16 et 12 tôles) sont en place, et sont occupées par l'infirmière-accoucheuse du village. Pour que l'installation d'une activité agricole puisse se faire, il manque la création d'une paire de puits et d'un forage, ainsi que la fabrication de clôtures pour protéger les champs du bétail des propriétaires voisins. Le financement de ces investissements, lié à l'UE, n'a pas encore été confirmé.

Si tout se passe bien, Targho devrait également se doter d'un élevage d'aulacodes, et d'une parcelle boisée maintenue alimentée par une pépinière, et maintenue dans l'état le plus naturel possible pour sensibiliser le voisinage à la capacité naturelle de leur écosystème.

4. Impression générale sur la structure et ses activités

A titre personnel, je souhaiterais signaler l'exemplarité de l'ANERSER. Peu dépendante des financements étrangers, elle mène une action transversale, entre solidarité sociale, écologie, et développement rural, avec une efficacité qui m'a semblé remarquable.

D. Association pour la Sauvegarde et la Protection de l'Environnement (ASPE) (Ouagadougou, région du centre)

1. Présentation de l'association

L'ASPE, créée en 2001, est présidée par Fatoumata MADRE-KABORE. Constituée de volontaires menant une d'autres activités rémunérées, elle est impliquée notamment dans des activités de reboisement, d'aide à la production agricole, d'élevage, de santé, d'éducation, d'éco-tourisme, de soutien aux artisans, etc. Le ciment de toutes ces actions est l'objectif global de promotion rurale, dans une optique environnementale. Jeune, elle ne dispose généralement pas des financements nécessaires à son ambition et repose principalement sur l'action des directions régionales concernées par ses projets, qui mettent régulièrement à sa disposition le matériel nécessaire (plants de jatropha pour le reboisement, par exemple).

2. Retours sur la formation de Natiaboani et perspectives

Les sessions de formation organisées par le Cari n'ont pour l'instant pas eu d'impact sur le terrain, l'ASPE n'étant pas capable (toujours faute de moyens financiers) de mettre en place des relais de formation envers ceux qui en ont le plus besoin (les acteurs de terrain). Toutefois, à la suite de cette expérience, Mme MADRE a pris l'initiative d'un projet visant à « favoriser l'éclosion et le développement du concept d'éco-citoyenneté dans le milieu du corps enseignant », dans la commune rurale de Koubri (120 enseignants concernés). Ce projet, s'il devait voir le jour, prendrait la forme d'un stage de trois jours au cours duquel les thèmes abordés seraient les suivants :

- ramassage des sachets plastiques
- plantation et protection d'arbres
- aménagement de petits jardins de maison
- économie des sachets plastiques
- sécurisation des tas d'immondices dans les ménages afin de les évacuer dans les champs (sic)
- construction de cordons pierreux
- installation d'une pépinière
- fabrication de compost
- fabrication d'une maquette sur la lutte anti-érosive

Bien sûr, ce projet n'existe pour l'instant que sur le papier et dépend de l'acquisition des fonds nécessaires. Le budget prévisionnel est pour l'instant établi à hauteur de 4 675 000 Fcfa.

3. Impression générale (et très personnelle) sur la structure

Malgré les bonnes intentions dont elle fait preuve, l'ASPE ne donne pas l'impression d'être en mesure de jouer un rôle moteur dans le développement rural burkinabè. Cela tient sans doute à un manque de professionnalisme, l'ONG ayant été créée comme une activité (les mauvaises langues diront une source de revenus) complémentaire par ses membres. N'ayant rencontré que la présidente de l'association, l'appréciation que je donne doit toutefois être prise avec prudence.

E. Agro-Inter (Ouagadougou, Banfora, Ouahigouya)

1. Présentation de l'association

Cette association, créée en 1994, regroupe 160 organisations dans le pays dans le but de contribuer au « développement économique et social de l'Afrique ». Plus spécifiquement, elle s'est donné les objectifs suivants :

- l'intensification agricole et la sécurité alimentaire
- l'appui au développement des affaires et le commerce des services
- l'accès à la microfinance et le commerce équitable
- l'intégration économique et les échanges commerciaux
- la protection de l'environnement et de la diversité biologique
- la promotion de la culture africaine
- la défense des intérêts économiques et sociaux des communautés et de la diaspora Burkinabè et de développement de l'économie solidaire

Résolument tournée vers le business, elle s'appuie sur les accords préférentiels UEMOA/CEDEAO, ACP/UE et AGOA pour repérer les filières bio les plus rémunératrices (manioc, sésame, jatropha, spiruline, etc). Jusqu'à présent, l'action d'Agro-Inter consistait principalement en la réalisation d'expertises à titre gracieux, les financements nécessaires à une meilleure organisation faisant défaut.

2. Perspectives d'évolution

Après 14 années de lobbying, le président de l'association, Jean-Pierre OUIYA a pu obtenir, le 10 juin 2008, la signature d'une convention avec le gouvernement lui permettant de déposer des demandes de fonds au nom du Burkina Faso auprès des bailleurs internationaux. Cette nouvelle donne pourrait permettre à l'association d'intensifier ses activités, tout en acquérant la possibilité matérielle de les mener à bien, par l'achat de matériel informatique, et l'acquisition de locaux à Ouagadougou (pour l'instant, le secrétariat permanent est situé dans un télécentre).

Dès lors, le projet Agro-Inter pourrait se décomposer comme suit :

- Identification des partenaires agriculteurs à soutenir, sélectionnés selon leur potentiel, leurs besoins, et leur indépendance par rapport aux réseaux trop politisés.
- Soutien des partenaires identifiés : orientation des producteurs vers les filières rémunératrices du marché bio international, soutien financier pour obtenir la certification des produits, activité de micro-financement pour porter les premiers investissements (sous réserve de la signature d'un accord avec les banques partenaire, notamment Ecobank-Burkina, permettant l'ouverture d'une division microfinance au sein d'Agro-Inter). L'ONG se portera garante pour les producteurs, considérant la solvabilité du marché comme sa propre garantie. Les marges retirées de la commercialisation seront partagées par moitié entre les producteurs et Agro-Inter.
- Réinvestissement des bénéficiaires dans l'acquisition de matériel mis à disposition des producteurs, et dans des actions plus structurelles : éducation à l'environnement, formations en agroécologie, etc.

En court-circuitant tous les relais étatiques chargés de la redistribution des financements issus de la coopération internationale, l'association pourra optimiser la gestion des moyens mis à sa disposition dans un premier temps, avant d'acquiescer son autonomie financière et rejoindre à son tour le cercle des bailleurs de fonds (dans le cas idéal).

3. Retour sur la formation de Natiaboani et sur l'atelier de Ouagadougou

Jean-Pierre OUIYA, participant aux ateliers de Natiaboani, n'aura pas l'occasion de valoriser les enseignements techniques dispensés à l'automne dernier. La gestion de la production n'est pas sa vocation, ni celle de son association, qui intervient en aval. Toutefois, la réaffirmation de l'impératif écologique et de l'importance des méthodes de culture pour la lutte contre la désertification lui aura sans doute été profitable dans la mesure où cela constituera un critère de sélection des projets à soutenir.

Concernant l'atelier de Ouagadougou, M. OUIYA regrette la situation générale burkinabè, qui consiste globalement à rémunérer une intense activité de langue de bois de la part des instances reconnues compétentes au niveau international, alors qu'elles sont tout à fait absentes ou inefficaces sur le terrain. Il a notamment cité l'ensemble de l'administration étatique, c'est-à-dire le gouvernement et les structures décentralisées (directions régionales), mais aussi le CONEDD (à la gestion opaque), le PNUD, le FEM-ONG, le SPONG, le CILSS, le MM... Bref, tout le monde. Il recommande à toute organisation désireuse d'œuvrer pour le développement burkinabè de se concentrer sur les initiatives modestes, mais efficaces sur une échelle plus modeste. Ce qui implique bien sûr un solide travail d'investigation pour se repérer dans les labyrinthes de la société civile au Burkina Faso.

4. Impression générale sur la structure

Pour cette association également, je n'ai rencontré que M. OUIYA. Il m'a paru honnête, et son projet semble construit, et tenir la route. Toutefois, certaines inquiétudes peuvent être formulées. En effet, l'étude de marché et les recettes prévisionnelles de son projet ne paraissent pas suffisamment mûries, ce qui laisse entrevoir un risque, celui de se retrouver vite bloqué dans sa progression, sans parvenir à autonomiser sa structure. Dans le cas où cette autonomisation serait possible, la répartition des bénéfices me semble également un point sensible à contrôler.

Il est amusant de comparer Agro-Inter et l'ANERSER : bien que poursuivant des objectifs transversaux similaires, leurs démarches sont totalement opposées par leur point de départ.

F. Réseau Africa volontaire (coordination des provinces de Ziro et Sissiri)

1. Présentation de la structure

Le réseau Africa volontaire rassemble environ 800 membres, bénévoles, issus de structures diverses notamment des groupements paysans. Le réseau mène en générale des actions de sensibilisations et d'appui aux producteurs, axées sur les thèmes de la protection de l'environnement, de la LCD, de l'autosuffisance alimentaire, et de la santé maternelle et infantile. Au sein des différentes coordinations provinciales, des commissions travaillent sur des problématiques précises : gestion agricole, gestion de l'élevage, cueillette et transformation de karité, etc. Chaque activité est planifiée suite à l'assemblée générale de l'association, et confiée à la responsabilité d'un membre chargé du diagnostic et du suivi de celle-ci.

Le financement d'Africa volontaire repose sur la cotisation de ses membres. Les phases de diagnostic sont en général appuyées par les directions régionales et provinciales des ministères concernés. Le réseau est affilié à l'organisation pour la nature et le développement durable (OND), collectif d'ONG qui lui fournit un soutien sous forme de formations dispensées aux membres.

De manière générale, le réseau semble souffrir d'une carence en moyens financiers, humains et matériels pour mener à bien toutes ses activités.

2. Retour et suivi de la formation de Natiaboani

Le contenu de la formation a été restitué aux membres du réseau sous la forme d'un compte rendu rédigé par les participants : Francis NIGNAN TEBI (le seul que j'ai pu rencontrer), Nagaro NEBIE, Syntyche NEYAGA ADMIRE. Les supports de formations ont été également photocopiés et diffusés au niveau des groupements. Enfin, les conseils pratiques et techniques correspondants aux enseignements reçus à Natiaboani ont été relayés au cours des tournées villageoises des membres du réseau.

Concernant les techniques réutilisées, seul le compostage en tas a été efficacement employé. La lutte anti-érosive par cordons pierreux est coûteuse, et demande donc d'être planifiée et financée, ce qui n'a pas encore pu être fait. Concernant les techniques de reproduction de plants, une demande a été adressée à la direction régionale de l'environnement et du cadre de vie afin d'organiser une nouvelle formation. Les pépiniéristes contactés n'ont pas pu reprendre la technique cette année, leur matériel étant déjà entièrement utilisé.

M. NIGNAN TEBI signale que l'attestation de participation à la formation de Natiaboani ne lui a pas été donnée. Par ailleurs, il aurait aimé voir le Cari s'impliquer davantage dans la restitution et le suivi de la formation, ainsi que dans l'aide à la coordination du PCSMO-LCD.

3. Impression générale sur la structure et ses activités

N'ayant rencontré que M. NIGNAN TEBI, sans visiter les sites concernés, je ne suis pas en mesure de fournir un avis valable.

G. Centre de Promotion Rurale de Kodougou (CPRK) et producteurs associés (boucle du Mouhoun)

1. Le CPRK

a) Présentation

Sous l'autorité de la DRAHRH de Dédougou, le CPRK, créé en 1988 et actuellement dirigé par Mathias BICABA (présent à Natiaboani), a pour vocation de soutenir les activités agricoles des villages alentours, en particulier par l'organisation de formations à destination des jeunes producteurs. Bien que les subventions de l'Etat soient insuffisantes pour un fonctionnement optimal (la DRAHRH ne dispose pas de fonds d'investissements), le CPRK parvient à maintenir la gratuité de ses formations, la production à laquelle contribuent les participants étant ensuite vendue. Une source de revenus complémentaire provient de la location du vieux tracteur du centre.

b) Diffusion de l'enseignement de Natiaboani

Après la formation, quatre rencontres ont été organisées avec les responsables des groupements des villages de Nokuy, Barakuy, Badala et Kodougou, en présence des producteurs formés à Natiaboani. Au cours de la première, les techniques ont été présentées aux paysans, et les attentes du CPR, à savoir l'adoption de celles-ci sans compensation financière, posées. Un bureau de suivi de la mise en œuvre a été créé pour chaque village au cours de la deuxième rencontre. La troisième rencontre fixait les objectifs spécifiques et les activités à mener dans chaque village : compostage en tas, reboisement, gestion de l'élevage, apiculture, et développement de la transformation du karité par les femmes. La planification et la programmation de la mise en œuvre de ces activités faisaient l'objet de la quatrième rencontre.

Le compostage en tas semble avoir pris rapidement, du fait de la facilité de sa mise en œuvre, de l'économie qu'il permet de réaliser, et de l'efficacité de la fertilisation qu'il permet de réaliser. La lutte anti-érosive a été préférentiellement orientée vers le reboisement et la technique des zaïs. Toujours à cause du manque de moyens (en particulier de transport) nécessaires pour réaliser les cordons pierreux. Au niveau des techniques de multiplication des plants, la formation de Natiaboani, jugée insuffisante, doit être complétée par une formation de la DRECV (Dir. Rég. de l'Environnement et du Cadre de Vie). Une demande a été déposée pour cela, la réponse tarde...

c) Retour sur la formation

De manière générale, la rencontre a été jugée intéressante, la prise de conscience des possibilités de maintenir et de réhabiliter les terres en particulier a été importante. Toutefois, il serait bon de réfléchir sur la faisabilité en particulier financière des techniques proposées. Si le compostage en tas ne pose *a priori* pas de problème, la réalisation de cordons pierreux constitue (encore et toujours) un investissement financier peu accessible pour les petites bourses. Par ailleurs, les techniques de multiplication de plants tels que présentées, ont été jugées incomplètes pour être efficacement relayées sur le terrain.

2. Producteurs de Nokuy, Barakuy, Badala et Kodougou

Etant donné que les personnes rencontrées s'insèrent dans le dispositif de diffusion de l'information présenté plus haut, je ne présenterai que ce qui relève de la mise en pratique des techniques présentées.

a) Multiplication des plants

Rien de fait, pour l'instant. Mais le reboisement reste une priorité pour le CPR, et donc, les producteurs se sont engagés à reboiser, sur leurs fonds propres 1 Ha à Badala, 2 Ha à Kodougou, 1 Ha à Barakuy, 1 Ha (non confirmé) à Nokuy au mois d'août 2008. Il faut savoir que les pieds provenant de Bobo-Dioulasso ou de la DRECV de Dédougou, les producteurs doivent investir environ 25 000 Fcfa par Ha. Sachant que les espèces choisies sont généralement valorisables (manguiers, karités...) cet investissement n'est pas perdu. Comme indiqué précédemment, un projet de mise en place de pépinières est envisagé, mais n'est pas encore planifié.

b) Cordons pierreux

Une seule tentative a été faite, à Badala, dans une exploitation villageoise de très petite taille. Bien que le transport des moellons (à vélo !) ait posé problème, l'initiative a été couronnée de succès, l'humus ne quittant plus les champs. La réalisation s'écarte toutefois de la théorie enseignée, les cordons ayant été réalisés « au feeling », plus dans l'optique de ceinturer les champs que de suivre les courbes de niveau. On peut avoir des doutes quant à la tenue sur le long terme des pierres, de petite taille et insuffisamment enterrées.

c) Compostage en tas

De manière générale, la technique n'a pas remplacé les fosses fumières, surtout remplies en saison pluvieuse. Les tas sont toutefois jugés plus performants de par la rapidité de la décomposition (2 mois) qu'ils permettent. On peut estimer en charretées la production mixte fosses et tas de chaque village : 80 pour Badala, 180 pour Kodougou, 170 pour Barakuy. Les cultures les plus compostées sont le maïs et les cultures maraîchères (y compris les bananes). Le sorgho est juste alimenté à niveau de chaque pied, et le mil, pas du tout. Le riz, quand il est cultivé, n'est pas composté, sauf à Badala où une expérimentation est faite sur 100 m². Celle-ci se révèle convaincante en faveur du compostage, ce qui laisse imaginer une généralisation ultérieure. Les principales limites intervenant sur le terrain sont bien sûr la disponibilité de l'eau, mais aussi celle du petit outillage, aussi modeste soit-il (pelles, pioches, brouettes,

charrettes, etc). Le fumier n'est pas également disponible selon les localités, selon la proximité des éleveurs. Le fumier de bovins s'avère généralement moins productif que les autres.

De manière générale, les producteurs se sont déclarés satisfaits par la formation, et par la diffusion de celle-ci qui leur a donné une bonne expérience de concertation et de planification pour optimiser les techniques. L'envie d'expérimenter observée à Badala, semble prometteuse, mais la base de connaissance scientifique des paysans du cru semble un peu légère. Peut-être est-ce là une perspective pour le Cari... Attention toutefois à la période à laquelle se déroule ce genre de formation. Novembre-décembre correspondant à la période des récoltes, il vaut mieux choisir les mois de septembre ou de janvier-février.

H. Association le Paysannat (Asso-Pa) (Koudougou, Kourweogo, siège à Yako)

1. Présentation de la structure

L'Asso-Pa est un collectif de 18 membres associatifs, créée en 2003 suite à une mévente de tomates... La première problématique qui s'est donc posée concernait donc uniquement la structuration de l'économie agricole locale, et l'accompagnement des paysans dans leur quête de débouchés. Depuis, d'autres missions se sont ajoutées à celle-ci et constituent aujourd'hui l'activité principale du réseau. Il s'agit de :

Œuvrer pour la disponibilité de l'eau potable : réhabilitation de forages avec l'aide du CISV (ONG italienne) et les financements de l'UE ; dynamisation des comités de gestion des points d'eau ; création d'association d'usagers d'eau.

Mener des activités de reboisement à base de jatropha

Aménager les bas fonds pour la riziculture : création de diguettes et aménagement de micro-barrages, avec l'appui du PAM (fonctionne selon le système « travail contre vivres »)

Gérer le prêt (la location à bas tarif) de vélos à des jeunes filles du lycée communal de Yako pour faciliter la poursuite de leurs études.

Animer des exploitations maraîchères, vers Réo, et vers Yako (environ 600 producteurs concernés)

Les organes du réseau sont les suivants : CA et AG, siège social à Yako, deux antennes (Koudougou-Réo et Kourweogo), disposant de binômes d'animateurs de terrain. Les financements proviennent des cotisations des membres, plus quelques subventions ponctuelles.

Les personnes que j'ai rencontrées étaient pour la plupart présentes à Natiaboani, il s'agit de Désiré SANKARA (animateur, responsable de l'antenne de Koudougou), Bazomboue BADO (secrétaire du réseau), Ousmane SAMASSEKOU (président du CA).

2. Réinvestissement de la formation de Natiaboani

Après le retour de Fada,, le bilan de la formation a été rendu au CA du réseau, puis l'AG a confirmé l'insertion d'un programme de diffusion de la formation aux activités de l'Asso-Pa. Chaque structure membre s'est ainsi vue confier la responsabilité de reprendre les éléments de la formation et de les transmettre à ses partenaires de terrain. Une formation de deux jours a été par ailleurs dispensée aux animateurs du réseau afin de leur donner les moyens de suivre et d'appuyer les initiatives de chaque membre.

Au niveau des sites maraîchers, le compostage en tas vient comme d'habitude compléter les fosses fumières, et séduit les utilisateurs, avec les limites habituelles : disponibilité en eau, matériel, etc. Les cordons pierreux étaient déjà connus et utilisés chez leurs partenaires de la région du Nord. Dans certaines localités, la technique des demi-lunes leur est préférée. Sur le terrain, la mise en œuvre ne pose pas de problème, tant que les paysans sont accompagnés pour pallier au manque de matériel et de moyens de transport. Un réinvestissement original

de la technique présentée à Natiaboani a été fait pour l'aménagement des bas-fonds : les diguettes devant suivre les courbes de niveau, les niveaux à eau se sont révélés bien utiles... Au niveau de la multiplication des plants, le problème du petit matériel se pose toujours, mais la technique est quand même utilisée. La création d'une pépinière de jatropha dans l'avenir est envisagée...

L'Asso-Pa offre gentiment ses commentaires au Cari : d'abord, il faut multiplier ce genre de formations, mais il serait bon de prendre davantage en compte les besoins véritables des petits producteurs, notamment en ce qui concerne l'accompagnement sur le terrain et la fourniture de petit matériel. A défaut d'être présent, le Cari pourrait trouver de bons partenaires auprès desquels il pourrait soutenir les initiatives des participants. Un appui technique, sous forme de visites de terrain assez régulières ne serait pas non plus de trop, afin de réactualiser les techniques de manière régulière. Enfin, un élargissement de l'offre de formation serait également une bonne chose. Encore une fois, que ce soit le Cari qui la dispense ou une autre structure partenaire.

3. Avis personnel sur la structure

Malgré l'apparente lourdeur de la structure, et la poursuite d'objectifs très divers, l'équipe semble motivée et efficace. N'ayant pas eu l'occasion de visiter les sites cultivés, je ne peux pas m'avancer plus.

I. SOS Sahel International – Burkina Faso (SOSSI – BF)

1. Présentation de la structure

La structure internationale a été créée en 1976 à Dakar par Président du Sénégal Léopold Sédar Senghor. L'antenne burkinabè existe depuis 1982. Outre divers partenaires financiers (UE, République française, Rotary international...), elle est financée par ses antennes européennes, et en particulier française. L'ONG soutient et met en œuvre différents projets visant à améliorer les conditions de vie dans les zones touchées par la sécheresse, en particulier en ce qui concerne l'eau, l'agriculture, la santé, la promotion féminine, la micro finance, l'éducation et les droits humains.

Les modes d'actions de Sos sahel sont variés, et j'avoue ne pas tous les connaître puisque je n'ai rencontré que Mouni KONOMBO, coordonnateur du projet « Amélioration durable de la sécurité alimentaire par la fertilité des sols dans la province du Nayala » (présent à Natiaboani), et encore assez rapidement, à Ouagadougou. Pour plus d'information sur SOS Sahel – BF, je ne peux donc malheureusement que vous conseiller de faire comme moi, et vous référer au site de l'antenne².

2. Suivi de la formation

De retour de Natiaboani, Mouni KONOMBO a été désigné comme formateur, au niveau de SOSSI – BF. Dans ses tournées villageoises, il a donc l'opportunité de relayer l'enseignement au niveau des producteurs locaux. Il se dit satisfait de la technique de compostage en tas, et reconnaît un gain de capacité sur la technique. Au niveau des cordons pierreux, est satisfait également. Il connaissait la théorie, et se retrouve à même d'enseigner à présent la pratique.

Concernant la multiplication des plants, il se déclare également satisfait, signale que cela ouvre des perspectives au niveau du reboisement : jusqu'ici, SOSSI – BF établissait des contrats avec diverses structures actives dans le reboisement, en les rémunérant à chaque campagne menée, sur le nombre de pieds vivants deux ans après la plantation. Grâce à la formation de Natiaboani, les partenaires en question pourront acquérir la capacité de créer leurs propres pépinières.

² <http://www.sossi.africa-web.org>

De manière générale, il est très content et réclame plus de formations comme ça, c'était vraiment chouette ! Le milieu de Fada est sympa, et Mathieu SAVADOGO mène une activité exemplaire !

3. Avis personnel

Je n'ai pas eu le temps de me faire une idée fiable, toutefois on peut encore s'interroger sur l'efficacité de la transmission des enseignements dans une structure aussi lourde, poursuivant des objectifs aussi variés.

J. Conseil Régional des Unions du Sahel (CRUS) (Dori)

Amadou DICKO (Animateur CRUS) est la seule personne que j'ai rencontré et qui ait participé à la formation, Les autres membres du réseau, travaillant au niveau d'unions provinciales, étant trop dispersés et occupés pour que je puisse les rejoindre. J'ai également rencontré Boubacar DIALLO, chargé du suivi et de l'évaluation.

1. Présentation

Comme son nom l'indique, le CRUS est une organisation paysanne regroupant 63 unions de producteurs des trois provinces du Sahel, ce qui correspond à 40 000 membres individuels répartis dans 556 villages (26 communes dont 2 urbaines). Le CRUS, dont le fonctionnement interne est financé par les cotisations de ses membres, salarie 24 personnes, dont 13 animateurs de terrain. Ses principaux organes sont l'AG, le CA (20 membres), ainsi qu'un certain nombre de bureaux spécialisés (bureau de coordination, secrétariat exécutif, comité de contrôle, commission de gestion des conflits). Chaque organe est composé d'au moins un tiers de femmes. La création du CRUS date de 1989, il a été reconnu en 1993.

Il mène, grâce aux financements de plusieurs partenaires internationaux, des projets de développement sur divers axes :

- Renforcement de capacités dans le domaine agro-sylvo-pastoral (Novib)
- Nutrition communautaire, éducation, information et communication
- Eau potable et assainissement (Eau Vive)
- Production de haricot (niébé en foulfoundé) biologique : formation, équipement, suivi et commercialisation dans 74 villages depuis 2006 (5 producteurs dont un semencier dans chacun des villages) (Elvia)
- Culture maraîchère et embouche ovine (FAO)

De plus, le CRUS a mis en place diverses structures et services pour le développement rural de la région :

- 5 mini-laiteries gérées par des groupements féminins
- 9 magasins d'aliments pour le bétail
- 5 dépôts vétérinaires
- Formation de 12 auxiliaires vétérinaires
- 3 parcs de vaccination
- 2 marchés à bétail équipés de tableaux d'observatoire économique des productions agricoles et pastorales (dans ces marchés, et dans les parcs de vaccination, le fumier est récupéré et vendu 250 Fcfa la charretée)
- Don de charrues à des groupements féminins pour mener une activité de location

Les demandes sont exprimées d'abord au niveau des groupements, puis remontent vers les villages, puis les unions provinciales, avant d'arriver au CRUS où les projets sont élaborés. En retour, le CRUS travaille au niveau des unions provinciales dont il assure la formation des animateurs au cours de réunions mensuelles, et par le biais de ses 13 propres animateurs dépêchés sur le terrain.

2. Retour et suivi de la formation Cari-Arfa

Dès son retour de Natiaboani, Amadou DICKO a rendu compte de la formation au coordinateur du CRUS, puis aux autres animateurs centraux, qui ont ensuite rencontré les animateurs des unions provinciales pour les former sur deux jours. Eux même pouvant ensuite faire redescendre le savoir sur le terrain.

Des trois techniques utilisées, le compostage en tas est celle qui a bénéficié du plus d'attention. Insérée dans le projet « nébié », elle est venue remplacer les fosses fumières en usage. Cette année, 160 producteurs dans 32 villages ont été associés au projet. Dans chaque village, un représentant a été formé, ce qui signifie que le CRUS est sûr que 32 producteurs utilisent la technique du tas, et espère que les 160 s'y sont mis. Par ailleurs, les membres du projet « production maraîchère et embouche ovine » sont censés avoir été formés, mais le CRUS ne dispose pas des informations pour en estimer l'efficacité. Des problèmes ont été signalés pour la réalisation du compost. Sans surprise, dans le Sahel, la disponibilité de l'eau reste le facteur limitant, suivi de celle du fumier.

Du fait de l'absence de demande, les cordons pierreux n'ont pas été utilisés. Il faut dire que la technique n'étant pas nouvelle, il est possible que les producteurs ne réclament pas de soutien parce qu'ils ont déjà la capacité de les réaliser.

Enfin, le réseau des Union du Sahel comprend des pépiniéristes à Bani et Yakuta, auxquels le CRUS fournit un soutien technique, ce qui lui donne l'occasion de valoriser l'enseignement de Natiaboani.

3. Avis personnel

Du fait de sa grande taille, le CRUS semble à la fois en mesure de réaliser un certain nombre de projets de grande envergure, mais encombré de lourdeurs qui nuisent peut-être à l'efficacité de la diffusion de l'information vers les acteurs de terrain. De fait, la formation donnée par le Cari et Arfa semble ne pas avoir été exploitée à la hauteur de son potentiel. N'ayant pas rencontré les animateurs provinciaux, je ne sais cependant pas ce qu'il en est réellement sur le terrain.

III. Récapitulation des limites

NB : Lors des ateliers théoriques, une réflexion sur les avantages et désavantages comparatifs de l'agroécologie avait abouti à l'élaboration d'une liste assez complète des points de blocage risquant d'être rencontrés sur le terrain. Cette partie n'a pas vocation à remplacer cette liste, dans la mesure où elle ne traite que des obstacles à la diffusion et à la mise en œuvre des enseignements techniques.

A. Les contraintes posées par le terrain

Le retour favorable généralement exprimé par les participants rencontrés traduit la satisfaction d'une attente : en effet, l'apport d'un soutien technique gratuit aux acteurs de la société civile impliqués dans le développement rural semble à la fois une initiative originale et valorisante, en particulier pour les structures les plus petites. Toutefois, l'apport de la formation en termes de satisfaction réelle des besoins semble se heurter à quelques limites, dont voici les principales :

- Sur le terrain, la mise en œuvre des techniques de pépinière et de lutte anti-érosive est limitée par le niveau de vie et donc le matériel des acteurs : sans charrette ni brouette, il est difficile de se procurer les moellons nécessaires à la construction des cordons pierreux ; de même, l'outillage spécifique (niveau à eau, matériel de greffage) est souvent trop coûteux pour les paysans. Pour optimiser l'impact de la formation, l'apport d'un

soutien technique doit être envisagé, avec toutes les précautions que cela implique pour s'assurer qu'il sera utilisé à bon escient.

- Concernant le compostage, l'approvisionnement des paysans en matière première est une problématique récurrente, qui s'exprime différemment selon les régions considérées : l'eau par exemple, fortement limitante dans le Sahel, est relativement abondante dans la boucle du Mouhoun, alors que le constat est inverse pour ce qui est des déjections animales (l'Est étant en position intermédiaire avec une forte variabilité saisonnière des ressources).
- Le fait que la plupart des participants n'aient pas de connaissance théorique sur les mécanismes d'érosion ni sur l'écologie des sols qu'ils cultivent ne leur permet pas de bien comprendre la pertinence des techniques qu'on leur enseigne, ni a plus forte raison de les adapter à leur situation. En outre, la rapidité avec laquelle les ateliers (notamment celui portant sur les techniques de multiplication des plants) ont été menés n'a pas permis aux plus fragiles d'entre eux d'acquérir pleinement la compétence.

B. Une prise de relais insuffisante

Pour résumer, il semble que la formation dispensée ne s'adaptait pas suffisamment à la diversité du public ciblé ni à la réalité de leurs conditions de travail. Le fait que la plupart des participants aux ateliers étaient animateurs au sein de structures œuvrant dans de leurs propres réseaux paysans aurait dû atténuer cet aspect, les structures en question jouant le rôle de relais en prenant en compte les paramètres négligés par le Cari et Arfa. Toutefois, leur efficacité est elle-même soumise à certaines limites :

- Premièrement, les ONG, groupements paysans et autres organismes contactés n'ont généralement pas le matériel nécessaire ni les fonds disponibles pour l'acquérir. Dans ces conditions, la mise en place d'un soutien technique aux agriculteurs doit faire l'objet d'une demande de financements spécifiques, avec l'inertie et l'incertitude que ça implique. De plus, n'étant pas à l'initiative du projet, ils ne se l'approprient peut-être pas suffisamment pour s'investir complètement.
- En ce qui concerne la transmission de connaissance, la taille de la structure a potentiellement un effet négatif : le grand nombre de paysans drainés par des organismes comme le CRUS ou SOS Sahel, par exemple, implique une décentralisation de l'apprentissage par des animateurs régionaux ou provinciaux devant être eux-mêmes formés sur la base de ce qui a été appris à Natiaboani. Cela implique forcément de nouveaux délais, un coût plus important, et éventuellement une perte de précision dans l'enseignement se traduisant par une perte d'efficacité des techniques.
- En outre, les animateurs ne disposant que rarement des fondamentaux requis pour comprendre ce qu'ils enseignent et le replacer dans le contexte qu'ils observent, la question de l'adaptation aux contraintes locales n'est généralement pas réglée.

C. Une action de réseau difficile à mettre en œuvre

Là encore, les problèmes évoqués ci-dessus pourraient être surmontés par une action de réseau transversale entre les différents acteurs, les compétences pouvant naturellement se compléter. Malheureusement, ce type de fonctionnement semble rarement observé sur le terrain, les structures verticales prenant le pas sur le multilatéralisme. Deux observations sur ce sujet :

- En premier lieu, les distances entre les différentes organisations, amplifiées par l'état des routes et de conditions de voyage, empêche la tenue de réunions régulières. C'est un

des points les plus évoqués par le PCSMO – LCD pour expliquer leur manque de progrès. Le prix, le peu de fiabilité technique et le manque de maîtrise des outils de communication comme internet viennent s'ajouter à ça.

- Par ailleurs, malgré le nombre important d'organisations dans le pays (environ 12 000 ONG), celles-ci semblent paradoxalement assez isolées : il n'est pas rare de voir dans la même localité plusieurs structures couvrant plus ou moins les mêmes thématiques, mais il est rare de les voir s'associer pour un projet commun. Plusieurs hypothèses peuvent être évoquées pour tenter de l'expliquer, il est notamment possible que les associations tirant leurs revenus de leurs activités cherchent à défendre leur « pré carré ». Ou tout simplement qu'elles ne voient pas l'intérêt de s'associer entre elles, privilégiant les partenaires étrangers, plus valorisants et plus généreux (et, malheureusement, souvent plus facile à bernier, n'ayant pas le moyen de contrôler l'usage des sommes qu'ils investissent).

IV. Conclusion et perspectives

A. Plus d'implication sur le terrain : un pas nécessaire pour aller de l'avant

Les ateliers de Natiaboani se sont distingués positivement en rassemblant différents acteurs du développement rural autour de problématiques concrètes, ce qui correspond bien à la démarche intégrative prônée par le Cari. De fait, les participants y ont été sensibles, et les perspectives ouvertes ont soulevé un enthousiasme certain. L'intérêt de l'agroécologie a été intégré par tous les participants, qui se sont unanimement déclarés satisfaits de la manière dont la réflexion collective a été menée. Du point de vue technique, Arfa a considérablement renforcé son aura auprès des acteurs de la société civile, tandis que le Cari a été très reconnu en position de « chef d'orchestre » : beaucoup de structures participantes souhaitent bénéficier de son expertise en gestion de projet.

Toutefois, cet enthousiasme risque de retomber rapidement si les actions initiées ne se soldent pas par un engagement significatif sur le terrain se soldant par une amélioration significative des conditions de développement. Il s'agit donc à présent de « transformer l'essai » en évitant tous les écueils présentés plus haut. Les conditions sont réunies pour une action plus fondamentale du Cari et du GTD : les missions successives qui se sont déroulées au Burkina Faso de puis 2004 sous la direction du Cari, et en particulier les ateliers de l'automne dernier à Ouagadougou et Natiaboani ont contribué à faire connaître et crédibiliser l'association auprès d'un certain nombre de représentants de la diversité des acteurs civils et institutionnels du pays. De plus, un certain nombre de travaux ont été réalisés (et j'espère que le présent document en fait partie), qui donnent au Cari une meilleure connaissance des spécificités et des réalités du terrain burkinabè.

B. Adopter une méthodologie adaptée, à l'échelle humaine

Étant données les capacités financières limitées du Cari, et l'absence de membres expatriés à long terme, cela implique forcément un changement d'échelle. Bien que le territoire burkinabè ne soit pas très étendu, l'insuffisance des moyens de transport et de communication amplifie virtuellement cet espace et complique considérablement la mise en place d'un réseau national synergique et efficace. Par ailleurs, la diversité des milieux pose un certain nombre de contraintes localisées empêchant de standardiser les méthodologies, et demandent donc un suivi au cas par cas des actions mises en œuvre. Si le Cari décide de poursuivre son implication dans la lutte contre la désertification au Burkina Faso, une gestion efficace de projet pourra donc difficilement se faire au dessus du niveau provincial. Dans ces

conditions, l'application d'une méthodologie type « agenda 21 » peut être envisagée, en respectant les étapes essentielles :

- Pré-diagnostic, étude de faisabilité : recensement des enjeux et des opportunités, identification, information et sensibilisation des acteurs et des décideurs sur lesquels il est possible de s'appuyer en toute confiance, intégration du projet au cadre réglementaire, estimation des coûts et recherche de partenariats et de financements
- Diagnostic économique, social et environnemental : définition des axes de travail sur la base du pré-diagnostic, collecte des données et analyse de celles-ci en ateliers pour aboutir à un programme d'action se découpant en projets attribués aux acteurs compétents, et s'intégrant à un échéancier fixé en concertation avec l'ensemble des acteurs. Le cahier des charges et les modalités d'évaluation de l'avancement sont fixées à ce stade.
- Mise en œuvre du programme (théoriquement sous l'égide d'un comité de pilotage assisté d'un comité de suivi et d'un comité technique).

Dans un projet de ce type, l'impulsion doit venir d'une structure étrangère, comme le Cari, pour éviter de se retrouver prise dans le jeu de rivalités qui mine souvent les relations entre associations locales. L'accent doit cependant être rapidement mis sur le rôle des acteurs de terrain, y compris les plus modestes, qui doivent être au cœur de la concertation et recevoir le maximum d'information sur le projet en lui-même, son fonctionnement, ses implications, etc., afin de les responsabiliser au maximum. Ce qui n'exclut pas un certain contrôle, indissociable du suivi, afin de s'assurer de la bonne (et honnête) avancée des tâches fixées.

De plus, tout au long de la mise en œuvre du programme, il est essentiel de réduire au maximum les intermédiaires entre les paysans en difficulté d'une part, et les décideurs et bailleurs d'autre part. En effet, la manne financière issue de l'aide internationale est une source permanente de dérives à tous les niveaux, même chez les ONG les plus modestes. Il est souvent très difficile de faire la part des choses de l'extérieur, mais de manière générale, il semble que l'un des mécanismes de détournement les plus courants consiste à maximiser les besoins de l'association tout en minimisant ceux des bénéficiaires théoriques lors de l'élaboration des demandes de financements.